

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITÉ SYNDICAL DU 28 MAI 2025

Convocations adressées le : Lundi 12 mai 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 07

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 02

Nombre de pouvoirs attribués : 01

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Armelle AUDIN ; Alain BENARD ; Christophe BOULANGER ; Christian GATARD ;
Michel GILLOT ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET ;

Suppléants à voix délibérative :

Evelyne DUPUY ; Gérard SERER.

Suppléants sans voix délibérative :

Néant.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Christophe BOULANGER pour Emmanuel DENIS.

Absents excusés :

Emmanuel DENIS ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Brigitte PINEAU.

Secrétaire de séance :

Alain BENARD.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, présente le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 23 avril 2025.

Le procès-verbal du Comité syndical du 23 avril 2025 est rédigé comme suit :

COMITÉ SYNDICAL DU 23 AVRIL 2025

Convocations adressées le : Mercredi 16 avril 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 07

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01

Nombre de pouvoirs attribués : 02

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Armelle AUDIN ; Christophe BOULANGER ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Christian GATARD ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET ; Brigitte PINEAU.

Suppléants à voix délibérative :

Régis SALIC.

Suppléants sans voix délibérative :

Amin BRIMOU.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Monsieur Christophe BOULANGER pour Monsieur Emmanuel DENIS ;
Monsieur Christian GATARD pour Monsieur Olivier CONTE.

Absents excusés :

Frédéric AUGIS ; Emmanuel DENIS.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

Le Comité Syndical débute ses travaux à 17H15.

❖ **ADOPTION DES PROCES VERBAUX DES COMITES SYNDICAUX
DES 26 MARS ET 1^{ER} AVRIL 2025**

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, a présenté le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical les procès-verbaux des séances des 26 mars et 1^{er} avril 2025.

**Le procès-verbal du Comité syndical du 26 mars 2025 est rédigé
comme suit :**

COMITÉ SYNDICAL DU 26 MARS 2025

Convocations adressées le : Jeudi 20 mars 2025

Nombre de délégués titulaires présents : 06

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 02 (délibérations 1 à
3) 03 (délibérations 4 à 8)

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 08 (délibérations 1 à 4) 09
(délibérations 5 à 8)

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS (délibération 1 à 3
et 5 à 8); Armelle GALLOT-LAVALLEE; Christian GATARD ; Brigitte PINEAU.

Suppléants à voix délibérative :

Amin BRIMOU (délibération 4 à 8) ; Régis SALIC ; Michel PADONOU.

Suppléants sans voix délibérative :

Corinne CHAILLEUX.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant.

Absents excusés:

Frédéric AUGIS ; Armelle AUDIN ; Michel GILLOT ; Patrick LEFRANCOIS ; Laurent RAYMOND.

Secrétaire de séance :

Armelle GALLOT-LAVALLEE

Le Comité Syndical débute ses travaux à 17H15

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a soumis à l'approbation du Comité syndical les procès-verbaux des séances des 26 mars et 1^{er} avril 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'adopter le procès-verbal du Comité syndical du 26 mars 2025.
- d'adopter le procès-verbal du Comité syndical du 1^{er} avril 2025.

Le Comité syndical acté à l'unanimité.

❖ TARIFS FIL BLEU ET FIL BLANC 2025-2026

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La délégation de service public de transport de voyageurs 2019-2025, approuvée par le Conseil métropolitain du 19 novembre 2018, prévoit que l'Autorité Organisatrice peut procéder à une révision des tarifs, mise en œuvre au 1^{er} août de chaque année.

Afin de délibérer dans des délais compatibles avec la mise en vigueur des mesures éventuellement proposées, le Comité syndical est appelé à fixer les tarifs 2025-2026 du réseau Fil Bleu et du service Fil Blanc.

Les changements importants de tarification décidés en 2024 continuent de contribuer à la progression de la fréquentation et des recettes du réseau. Dans une logique de stabilité des prix, un maintien global de la gamme tarifaire est opportun, a fortiori dans le contexte actuel de faible inflation et de procédure de renouvellement du contrat de délégation de transport.

Deux modifications sont toutefois nécessaires.

La première concerne les tarifs solidaires « Pass QF ». A la suite d'une réévaluation sensible de minimas sociaux l'an passé, des usagers ont vu leur Quotient Familial

augmenter : des bénéficiaires de tarifs QF sont ainsi passés dans la tranche supérieure avec un prix d'abonnement plus élevé. Ce glissement est rectifiable par ajustement des seuils QF des tarifs Fil Bleu :

- Passer le 1er seuil de 350 à 400€, soit + 14.3%,
- Passer le 2ème seuil de 550 à 600€, soit + 9%,

tout en maintenant les tarifs actuels à 9.90€, 19.90€ et 23€. La baisse de recettes associée est limitée, estimée à 25K€ HT/an. Cet ajustement serait mis en place au 1^{er} août.

La seconde est liée au démarrage des travaux du tramway en juin prochain, qui risque de provoquer des retards durables sur certaines lignes. La durée de validité d'un voyage Fil Bleu est d'1 heure actuellement : il est utile de passer ce seuil à 1h15 à compter du 1^{er} juin, afin de ne pas pénaliser la mobilité des voyageurs en période de travaux. Cette mesure sera valable jusqu'au 1^{er} jour du mois suivant le démarrage du futur tramway, à compter duquel la durée de validité d'1 heure sera rétablie.

Ces deux adaptations sont détaillées dans l'annexe à la présente délibération. L'impact contractuel sur le contrat de délégation de service public sera explicité dans l'avenant n°13 à la délégation de service public pour l'exploitation de services de transport public de voyageurs.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser la fixation des tarifs TTC des transports de voyageurs à compter du 1^{er} août 2025, détaillée en annexe de la présente délibération,
- d'autoriser la fixation à 1h15 de la durée de validité d'un voyage sur le réseau Fil Bleu, à compter du 1^{er} juin 2025.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DE LA SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 AU CONTRAT DE VILLE 2024-2030 DE LA METROPOLE TOURANGELLE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La politique de la ville est une politique publique qui se structure autour de plusieurs dimensions :

- Une dimension territoriale, dans la mesure où elle ne s'applique que sur des

territoires concentrant des fragilités sociales et urbaines fortes. Ces territoires sont définis à l'échelle nationale, sous l'appellation de « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV). La métropole tourangelle compte 13 QPV depuis 2024.

- Une dimension partenariale, étant donné qu'elle est destinée à traiter les problématiques propres aux quartiers prioritaires de manière globale et transversale, ce qui implique de mobiliser de nombreux acteurs dans leurs champs d'intervention respectifs : éducation, logement, emploi, santé, sécurité ...
- Une dimension contractuelle afin de matérialiser les enjeux spécifiques aux quartiers prioritaires, les moyens et engagements de chaque signataire et le cadre local de gouvernance. Le Contrat de Ville 2024-2030 de la Métropole tourangelle est le cadre contractuel spécifique aux interventions visant les 13 quartiers prioritaires du territoire.

Le 11 juillet 2024, le Contrat de Ville 2024-2030 de la Métropole tourangelle a été signé par 26 partenaires, assurant ainsi sa mise en œuvre jusqu'en 2030.

Parmi les signataires figurent notamment les bailleurs sociaux propriétaires de logements dans l'un ou plusieurs quartiers prioritaires de la Métropole. Leur signature du Contrat de Ville est une condition indispensable pour bénéficier de l'abattement de 30% sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). La convention d'utilisation de cet abattement pour la période 2025-2030, annexée au Contrat de Ville, précise les modalités de sa mise en œuvre.

Le bailleur social ICF Habitat Atlantique possède un patrimoine de 104 logements sociaux situés dans le QPV de la Galboisière (Saint-Pierre-des-Corps), ce qui lui permet de bénéficier des mesures du Contrat de Ville et de la convention d'abattement TFPB.

Cet avenant a pour objet d'intégrer ICF Habitat Atlantique en tant que signataire du Contrat de Ville 2024-2030 de la Métropole tourangelle. Un document annexe précise les engagements pris par ICF Habitat Atlantique dans le cadre du Contrat de Ville.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'autoriser le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer l'avenant ainsi que tout acte afférent à la mise en œuvre de la présente délibération

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ VELOCITI- TARIFS 2025 - ADAPTATION DES CONDITIONS GENERALES DE LOCATION

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Créé en 2006, Velociti est le service de location longue durée de vélos et d'essai de vélos à assistance électrique proposé par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Depuis le 2 mai 2019, l'Accueil Vélo et Rando gère la vente et le suivi des contrats Velociti.

Afin de permettre l'encaissement des prestations payantes, des dédommagements, du forfait réparations et des pénalités de retard, une régie de recettes rattachée au Syndicat des Mobilités de Touraine a été créée par arrêté le 8 mars 2019.

Afin de toucher un public toujours plus divers, le service Velociti adapte ses tarifs, sa flotte et ses conditions de location.

Depuis mai 2024, le service Velociti a étendu son tarif réduit aux étudiants et personnes de moins de 26 ans.

Pour inciter les usagers à louer les vélos à assistance électrique en période hivernale, une offre promotionnelle a été proposée pour tout contrat souscrit entre le 1^{er} novembre 2024 et le 28 février 2025 : 1 mois offert pour 3 mois achetés. Cette offre a été appréciée des usagers et il est proposé de la reconduire en 2025/2026.

Afin d'élargir la cible des usagers à un public familial, le service Velociti proposera à partir de 2025 l'essai de vélos rallongés permettant le transport à l'arrière de 2 enfants. Il convient de proposer un tarif de location et un montant de dépôt de garantie adaptés.

Depuis janvier 2025, un nouveau logiciel de gestion du service permet la création et le renouvellement de contrats en ligne : cette évolution facilite le parcours des usagers mais ceux-ci restent néanmoins majoritairement des habitants de la ville centre. Afin de favoriser l'usage aux habitants éloignés du Pôle Technique et afin de rendre visible le service au-delà de l'hyper-centre, le service Velociti proposera à partir de mai 2025 la livraison et la reprise à domicile des vélos. Il convient donc de définir un tarif pour cette nouvelle prestation.

En conséquence, il convient de fixer les prix de vente des prestations Velociti à compter du 1^{er} mai 2025 et de modifier les Conditions Générales de Location définissant les conditions d'exploitation du service Velociti et les engagements contractuels du Syndicat des Mobilités et de l'utilisateur.

Tarifs pour les prestations vendues par la régie 30002 « Velociti » au sein de l'équipement « Accueil Vélo et Rando »

Tarif des locations TTC

- Location Velociti Mécanique (standard et pliant) 3 mois - tarif réduit : 15 €
- Location Velociti Mécanique (standard et pliant) 5 mois - tarif réduit : 25 €
- Location Velociti Mécanique (standard et pliant) 9 mois - tarif réduit : 45 €
- Location Velociti Mécanique (standard et pliant) 3 mois - plein tarif : 24 €
- Location Velociti Mécanique (standard et pliant) 5 mois - plein tarif : 40 €
- Location Velociti Mécanique (standard et pliant) 9 mois - plein tarif : 72 €
- Location Velociti à assistance électrique 3 mois - tout public - contrat débutant entre le 1^{er} mars 2025 et le 31 octobre 2025 : 126 €
- Location Velociti à assistance électrique 4 mois - tout public - contrat débutant entre le 1^{er} novembre 2025 et le 28 février 2026 : 126 €
- Location Velociti rallongé 3 mois – tout public : 252 €
- Prestation de livraison et de reprise du vélo à domicile : 60 € (2 déplacements)

Conformément aux Conditions Générales de Location, le tarif réduit est appliqué, sur justificatif, aux abonnés Fil Bleu, aux étudiants et aux usagers âgés de moins de 26 ans à la souscription du contrat.

Tarif des pénalités TTC

- Indemnités de retard (1 à 29 jours) Location Velociti Mécanique (standard et pliant) : 20 €
- Indemnités de retard (1 à 29 jours) Location Velociti à assistance électrique : 100 €
- Indemnités de retard (1 à 29 jours) Location Velociti rallongé : 180 €
- Forfait réparation Location Velociti Mécanique (standard et pliant) : 150 €
- Forfait réparation Location Velociti à assistance électrique : 500 €
- Forfait réparation vélo rallongé : 1000 €

Tarif du dépôt de garantie (dédommagement) TTC

- Vélo mécanique (standard et pliant) : 300 €
- Vélo à assistance électrique : 800 €
- Batterie de vélo à assistance électrique : 200 €
- Vélo à assistance électrique + batterie : 1000 €
- Vélo rallongé : 1800 €
- Vélo rallongé + batterie : 2000 €

Liste détaillée des Tarifs, Conditions Générales de Location et Conditions Générales de Vente du service Velociti : en pièces jointes.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser la fixation des tarifs TTC détaillés dans la présente délibération à compter du 1^{er} mai 2025.

Madame Soazic LE GUEN, Directrice du Syndicat des Mobilités de Touraine, a indiqué que le dépôt de garantie pour les longtails serait de 2000 euros, batterie incluse, contre 1000 euros pour un vélo à assistance électrique (VAE). Elle a également précisé que les tarifs de location et les pénalités de retard pour les longtails seraient donc plus élevés que pour un VAE.

Monsieur Franck MAZET a ensuite demandé quel était le prix d'achat d'un longtail.

Madame Soazic LE GUEN a répondu que le prix d'achat d'un longtail se situait autour de 4000 euros.

Monsieur Christophe BOULANGER a ajouté que la flotte de longtails, composée de 20 vélos, permettrait aux usagers de découvrir ce mode de transport et, le cas échéant, d'acheter un longtail dans le commerce. Trois modèles ont été testés, et celui retenu ressemble à un vélo classique, avec des roues hautes et un centre de gravité bas, afin d'offrir une expérience de découverte sans perturber l'usager par rapport à un vélo traditionnel. Les longtails sont achetés chez 12 cycles.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ SUBVENTION A L'ASSOCIATION COLLECTIF CYCLISTE 37

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le Plan de Déplacements Urbains adopté en décembre 2013 propose de « *faire des modes actifs une solution au quotidien* » et se donne comme objectif d'augmenter la part modale des cycles.

Pour y parvenir, le Syndicat des Mobilités de Touraine déploie depuis de nombreuses années une politique cyclable ambitieuse qui s'inscrit dans la volonté de bâtir une grande métropole cyclable.

Le Collectif Cycliste 37, association adhérente de la FUB (Fédération des Usagers de la Bicyclette) contribue par l'ensemble de ses actions à promouvoir le développement de l'utilisation des cycles sur le territoire de la Métropole. Notamment, par l'animation de la Vélo-Ecole, l'animation d'un atelier d'autoréparation, l'organisation du Défi Vélo ou encore la tenue de stands dans les manifestations publiques organisées sur le territoire du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Aussi, il importe que le Syndicat des Mobilités de Touraine puisse contribuer par son soutien financier aux diverses actions de promotion du vélo menées par l'association Collectif Cycliste 37.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- de décider d'attribuer une subvention d'un montant de 40 000 € au Collectif Cycliste 37 pour l'année 2025 ;
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention ainsi que tout acte afférent à la mise en œuvre de la présente délibération

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION A LA SCIC VELOOP POUR LA CONTRIBUTION AU PROJET « VELOS SOLIDAIRES » POUR L'ANNEE 2025

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) Veloop a été créée le 1^{er} mars 2022 afin de structurer une filière locale de récupération et de réemploi des cycles : *« La SCIC VELOOP a pour vocation de structurer la filière de l'économie circulaire du vélo, dédiée à la collecte, la rénovation, la valorisation des pièces détachées d'occasion et des déchets ultimes, la promotion du vélo comme mode de déplacement doux, respectueux de l'environnement et des usagers de l'espace public. Centrée sur l'accompagnement humain et le vivre ensemble, la SCIC souhaite favoriser les coopérations et les solidarités en nouant des partenariats et en favorisant toute forme d'engagement en son sein.*

Tournée vers la production d'intérêt général dépassant l'intérêt de ses membres, la SCIC s'attache à promouvoir par tous moyens l'équité et la solidarité dans les relations économiques par une tarification la plus accessible possible, une juste répartition des richesses créées (salaires, autofinancement, rémunérations financières), et par la priorité dans ses choix de partenaires (fournisseurs, prestataires, acteurs financiers, ...) à ceux qui partagent ou veulent partager ces engagements d'équité et de solidarité. » (Statuts de la SCIC VELOOP – 2022).

Le Syndicat des Mobilités de Touraine est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur le territoire de Tours Métropole Val de Loire et des communes de Vouvray, Vernou-sur-Brenne, et La Ville-aux-Dames.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a été particulièrement intéressé par les axes suivants du projet VELOOP :

- La volonté de la SCIC VELOOP de « *promouvoir le vélo comme mode de déplacement doux, respectueux de l'environnement et des usagers de l'espace public* » qui rejoint les objectifs de mobilité durable du SMT tels que développés dans le Plan de déplacements Urbains ;
- La capacité de la SCIC VELOOP de recycler un grand nombre de vélos qui permettra de donner une deuxième vie, en circuit court, aux nombreux vélos de location Velociti et aux vélos abandonnés sur la voie publique et dans les déchetteries ;
- L'engagement de la SCIC VELOOP « *à promouvoir par tous les moyens l'équité et la solidarité dans les relations économiques par une tarification la plus accessible possible* » : la mise en place de cette filière permettra aux publics les plus fragiles d'acquérir un vélo de qualité, en bon état, au prix le plus juste.

La finalité de la SCIC Veloop rejoint ainsi l'ambition du Syndicat de permettre l'accès à un vélo de qualité aux publics fragiles, dans une optique de mobilité solidaire et un objectif de développement des mobilités actives. Le vélo, en tant que mode de déplacement quotidien, a en effet démontré son intérêt non seulement pour la santé et pour l'environnement mais aussi en termes de pouvoir d'achat.

Le projet « Vélos Solidaires » proposé par Veloop consiste à vendre des vélos recyclés au prix le plus accessible possible aux personnes en situation de fragilité socio-économique. Le bilan de la convention pour l'année 2024 est annexé à la présente délibération.

La LOM, Loi d'orientation des Mobilités, a réaffirmé le droit à la mobilité partout et pour tous en répondant aux enjeux de mobilité des publics en situation de vulnérabilité notamment économique et sociale, et a donné aux AOM la capacité d'agir en matière de mobilité solidaire. Les AOM sont ainsi invitées à identifier sur leur territoire les difficultés de mobilité rencontrées par les publics les plus fragiles et à favoriser les coopérations avec les acteurs de la sphère sociale, insertion, emploi. Les AOM ont ainsi la possibilité de contribuer à un service de mobilité solidaire porté par un acteur privé ou associatif.

Conformément aux orientations du Plan de Déplacements Urbains « Donner la priorité aux modes alternatifs à la mobilité motorisée individuelle » et « Garantir la mobilité pour tous », il est proposé de soutenir le projet « Vélos solidaires » de la SCIC Veloop par le versement d'une subvention à hauteur de 30 000 € HT à la SCIC Veloop pour la période comprise entre le 01 janvier 2025 et le 31 décembre 2025.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'accorder le versement d'une subvention à SCIC VELOOP à hauteur de 30 000€ HT pour l'année 2025 ;
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention ainsi que tout acte afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT POUR UN PLAN DE COMMUNICATION SUR LA PORTE EST METROPOLITAINE, DU FERROVIAIRE AUX RIVES DU CHER

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Il est rappelé que le Syndicat des Mobilités de Touraine a signé le contrat du projet partenarial d'aménagement de la « Porte est métropolitaine, *du ferroviaire aux rives du Cher* » le 06 décembre 2023, aux côtés de l'Etat, la Région Centre-Val de Loire, Tours Métropole Val de Loire, la Ville de Saint-Avertin, la Ville de Saint-Pierre-des-Corps, la Ville de Tours, SNCF Gares et connexions, Cofiroute et l'Etablissement Public Foncier du Val de Loire.

Les partenaires se sont engagés à réaliser des actions pour transformer ce secteur stratégique avec ambition et cohérence. Ce contrat permet de rassembler les partenaires et d'accélérer la régénération de ce secteur.

Parmi les actions figurant dans ce contrat, la réalisation d'un plan de communication et de concertation est clairement indiquée. Toutefois, le contrat – aujourd'hui au stade de préfiguration - ne détaille pas la gouvernance ni le partage du financement de cette action. De plus, le contrat de PPA au stade opérationnel ne sera signé qu'à partir de l'été 2025.

Par conséquent, afin d'engager la réalisation du plan de communication (signature/marque du projet PPA et vidéo courte de présentation) et avant la signature d'un contrat de PPA dit opérationnel, le Syndicat des Mobilités de Touraine doit signer une convention précisant à la fois la gouvernance et le financement.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Montant maximal estimatif du plan de communication	20 000,00 € TTC
Montant des financements des 8 autres signataires du contrat de PPA	18 000,00 € TTC
Montant maximal estimatif à la charge SMT	2 000,00 € TTC

Les principes du plan de communication et son financement ont été présentés et validés lors du Comité de Pilotage du PPA du 15 octobre 2024.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser le Président, ou son représentant dûment habilité à signer la convention de financement ci-annexée.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CONVENTION DE FINANCEMENT ET DE PARTENARIAT RELATIVE A LA CREATION D'UN POSTE DEDIE AU SERM DE TOURAINE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La Région Centre Val de Loire, Tours Métropole Val de Loire et le Syndicat des Mobilités de Touraine se sont engagés depuis fin 2023 dans une démarche de constitution du Service Express Régional Métropolitain de Touraine, avec l'ensemble des partenaires du territoire (communautés de communes, département, gestionnaire d'infrastructures...).

Une équipe dédiée au projet a été mise en place parmi les équipes préexistantes de la région, de la Métropole de Tours et du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Ce fonctionnement a montré son efficacité jusqu'à présent avec l'organisation de groupes de travail avec l'ensemble des partenaires, le lancement de près de 4 études de front, des projets à court terme notamment la réouverture des haltes ferroviaires de Fondettes, et de Saint Cyr sur Loire, l'intégration tarifaire et surtout la reconnaissance par l'Etat du projet grâce à l'obtention de la labélisation SERM en juin 2024.

L'intensification et le développement des projets nécessitent la mobilisation de ressources humaines correspondantes adaptées.

C'est pourquoi, il a été proposé de créer un poste de chargé de mission dédié au projet du SERM de Touraine co-financé par le Syndicat des Mobilités de Touraine et la Région, dont l'employeur sera la Région et qui sera localisé à Tours.

Il s'agit d'un contrat de projet de 3 ans, sans possibilité de prolongation, relevant de la Région. Le chargé mission recruté sera localisé à Tours et consacrera 50% de son temps à la Maison de la Région basée à Tours et les 50% de son temps restant au Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le coût estimatif annuel du poste annuel est de 50 000 €, cofinancé par chacune des deux collectivités à hauteur de 50%.

Il a été proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

- d'autoriser Monsieur le Président ou par son représentant dûment habilité à signer convention de financement et de partenariat relative à la création d'un poste dédié au SERM de Touraine.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ Signature des arrêtés suivants :

- **Arrêté 2025/08** : Demande de subvention dans le cadre d'achat de vélos rallongés (longtails) pour le service Velociti

➤ Signature des marchés du Syndicat des Mobilités de Touraine

Numéro de	Attributaire	Objet	Montant en € HT	Date de notification
-----------	--------------	-------	-----------------	----------------------

marché				
24TR006	BSE (BUILDING SYSTEMS ENERGIES)	Etude de faisabilité multi-énergies	14 584 € HT	03/03/2025

- **Signature des marchés du mandataire passés pour le compte du Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 19 février 2020 suivants :**

Numéro de marché	Attributaire	Objet	Montant en € HT	Date de notification
25.041.L2C	IDVERDE	Accord-cadre relatif à des travaux préparatoires de voirie-génie civil, de coupes d'arbres et signalisation lumineuse de trafic et éclairage public : lot n°1 – Travaux préparatoires de coupe d'arbres (TPC)	Maxi : 800 000.00 € HT	25/03/2025
25.039.L2C	CAF SAS (mandataire) et CAF France (co-traitant)	Fourniture de matériel roulant	104 457 786.42 € HT (montant dans avis d'attribution publié le 30/03)	28/02/2025

- **Signature des avenants liés aux marchés du mandataire passés pour le compte du Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 19 février 2020 suivants :**

- Avenant n°5 au marché 21.011.L2C « Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la ligne de bus à haut niveau de service (B.H.N.S) sur le territoire de la métropole Tourangelle » notifié le 31/03/2025 au groupement EGIS VILLES ET TRANSPORTS/LABA
- Avenant n°3 au marché 21.014.L2C « Maîtrise d'œuvre des systèmes transversaux d'exploitation pour la réalisation de la deuxième ligne de tramway et ses composantes sur le territoire de la métropole Tourangelle » notifié au titulaire ARTELIA le 26/03/2025

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le Comité syndical a pris acte.

Monsieur Régis SALIC a pris la parole pour savoir si une étude avait été réalisée concernant la transplantation des arbres du boulevard Jean Royer.

En réponse, Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a précisé que des études de transplantation étaient effectuées, notamment dans le cadre du projet VELIVAL. Il a également confirmé que cette démarche serait appliquée pour le boulevard Jean Royer.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a remercié l'ensemble des délégués.

Le Comité s'est achevé à 17h30

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

- **ADOpte** le procès-verbal du Comité syndical du 23 avril 2025.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,

<p>Le secrétaire de séance,</p>   <p>Alain BENARD</p>	<p>Pour le Président et par délégation, La Directrice,</p>   <p>Soazic LE GUEN</p>
---	---